

## QUARANTE-HUITIÈME LEÇON

### *Caractères fondamentaux de la méthode positive dans l'étude rationnelle des phénomènes sociaux*

#### PLAN DE LA LEÇON

*Esprit général de la nouvelle philosophie positive.*

*Subordination nécessaire du relatif à l'absolu et des diverses conceptions sociales à d'invariables lois naturelles.*

*Introduction à la statique et à la dynamique sociale.*

*Théorie générale des limites de l'action politique.*

*L'observation — L'expérimentation — La méthode comparative.*

*Prépondérance historique de la méthode historique.*

Remarque : Lire parallèlement à la présente leçon « L'appréciation finale de l'ensemble de la méthode positive » qui figure au début des « Conclusions générales ».

DANS toute science réelle, les conceptions relatives à la méthode proprement dite sont, par leur nature, essentiellement inséparables de celles qui se rapportent directement à la doctrine elle-même, comme je l'ai établi, en principe général, dès le début de ce Traité. Isolément d'aucune application effective, les plus justes notions sur la méthode se réduisent toujours nécessairement à quelques généralités incontestables mais très vagues, profondément insuffisantes pour diriger avec un vrai succès les diverses recherches de notre intelligence, parce qu'elles ne caractérisent point les modifications fondamentales que ces préceptes trop uniformes doivent éprouver à l'égard de chaque sujet considéré. Plus les phénomènes deviennent complexes et spéciaux, moins il est possible de séparer utilement la méthode d'avec la doctrine, puisque ces modifications acquièrent alors une intensité plus prononcée et une plus grande importance<sup>1</sup>. Si donc nous avons dû jusqu'ici, à l'égard même des phénomènes les moins compliqués, soigneusement écarter cette vaine et stérile séparation préliminaire, nous ne saurions, sans doute, procéder autrement quand la complication supérieure du sujet, et, en outre, son défaut actuel de positivité, nous en font évidemment une loi encore plus expresse. C'est surtout dans l'étude des phénomènes sociaux que la vraie notion fondamentale de la méthode ne peut effectivement résulter aujourd'hui que d'une première conception rationnelle de l'ensemble de la science, en sorte que les mêmes principes paraissent s'y rapporter alternativement ou à la méthode ou à la doctrine, suivant l'aspect sous lequel on les y considère. Une telle obligation philosophique doit éminemment augmenter les difficultés capitales que présente spontanément la première ébauche d'une science quelconque, et spécialement de celle-ci, où tout doit être ainsi

1. Dans la classification générale des sciences, les phénomènes sociaux sont les plus complexes et les moins généraux. D'où l'adhérence plus étroite du discours de la méthode et du discours politique proprement dit. En termes clairs, Auguste Comte précise donc à tous les tenants de la neutralité méthodique — qui, paradoxalement, se réincarnent avec régularité sous les auspices du positivisme — que dans les sciences sociales, le combat pour la méthode se confondra toujours avec le combat pour le pouvoir.

simultanément créé. Toutefois, la suite de ce volume rendra, j'espère, incontestable la possibilité de satisfaire pleinement, de la manière la plus naturelle, à cette double condition intellectuelle, comme on a pu le pressentir jusqu'ici en reconnaissant, par un usage déjà très varié, que ma théorie fondamentale sur la marche générale et nécessaire de l'esprit humain manifeste successivement, avec une égale aptitude, le caractère scientifique et le caractère logique, selon les divers besoins des applications.

Par ces motifs, il est donc sensible que, en sociologie comme ailleurs, et même plus qu'ailleurs, la méthode positive ne saurait être essentiellement appréciée que d'après la considération rationnelle de ses principaux emplois, à mesure de leur accomplissement graduel : en sorte qu'il ne peut ici être nullement question d'un vrai traité logique préliminaire de la méthode en physique sociale. Néanmoins, il est, d'une autre part, évidemment indispensable, avant de procéder à l'examen direct de la science sociologique, de caractériser d'abord soigneusement son véritable esprit général et l'ensemble des ressources fondamentales qui lui sont propres, ainsi que nous l'avons toujours fait, dans les trois volumes précédents, à l'égard des diverses sciences antérieures : l'extrême imperfection d'une telle science doit y rendre encore plus étroite cette obligation nécessaire. Quoique de pareilles considérations soient, sans doute, par leur nature, immédiatement relatives à la science elle-même, envisagée quant à ses conceptions les plus essentielles, on peut cependant les rapporter plus spécialement à la simple méthode, puisqu'elles sont surtout destinées à diriger ultérieurement notre intelligence dans l'étude effective de ce sujet difficile, ce qui justifie suffisamment le titre propre de la leçon actuelle.

L'accomplissement graduel de cette opération préalable envers les autres sciences fondamentales nous a jusqu'ici toujours entraîné spontanément à des explications d'autant plus élémentaires et plus explicites qu'il s'agissait d'une science plus compliquée et plus imparfaite. A l'égard des sciences les plus simples et les plus avancées, leur seule définition philosophique nous a d'abord presque suffi pour caractériser aussitôt leurs conditions et leurs ressources générales, sur lesquelles aucune incertitude capitale ne saurait aujourd'hui subsister chez tous les esprits convenablement éclairés. Mais il a fallu, de toute nécessité, procéder autrement quand les phénomènes, devenus plus complexes, n'ont plus permis de faire suffisamment ressortir la vraie nature essentielle d'une étude plus récente et moins constituée, si ce n'est à l'issue de discussions spéciales plus ou moins pénibles, heureusement superflues envers les sujets antérieurs. Dans la science biologique surtout, des explications élémentaires, qui eussent, pour ainsi dire, semblé puériles en tout autre cas, nous ont paru essentiellement indispensables, afin d'y mettre définitivement à l'abri de toute grave contestation les principaux fondements d'une étude positive, dont la philosophie excite encore d'aussi profonds dissentiments chez les intelligences même les plus avancées. Par une suite inévitable de cette progression constante, il était aisé de prévoir qu'une pareille obligation doit devenir bien plus nécessaire et plus pénible relativement à la science du développement social, qui n'a jusqu'ici nullement atteint, sous aucun rapport, à une véritable positivité, et que les meilleurs esprits condamnent même aujourd'hui à n'y pouvoir jamais parvenir. On ne saurait donc s'étonner, en général, que les notions les plus simples et les plus fondamentales de la philosophie positive, rendues désormais heureusement triviales, à l'égard de sujets moins complexes et moins arriérés, par le progrès naturel de la raison humaine, exigent ici une sorte de discussion formelle, dont les résultats paraîtront, sans doute, à la plupart des juges éclairés, constituer aujourd'hui une innovation trop hardie, tout en s'y bornant à un faible équivalent proportionnel des conditions universellement admises envers tous les autres phénomènes quelconques.

Quand on apprécie, à l'abri de toute prévention, le véritable état présent de la science sociale, avec cet esprit franchement positif que doivent aujourd'hui développer les saines études scientifiques, on ne peut réellement s'empêcher d'y reconnaître, sans aucune exagéra-

tion, soit dans l'ensemble de la méthode ou dans celui de la doctrine, la combinaison des divers caractères essentiels qui ont toujours distingué jadis l'enfance théologico-métaphysique des autres branches de la philosophie naturelle. En un mot, cette situation générale de la science politique actuelle reproduit exactement sous nos yeux l'analogie fondamentale de ce que furent autrefois l'astrologie pour l'astronomie, l'alchimie pour la chimie, et la recherche de la panacée universelle pour le système des études médicales. La politique théologique et la politique métaphysique, malgré leur antagonisme pratique, peuvent ici, sans le moindre inconvénient réel, afin de simplifier l'examen, être enveloppées dans une considération commune, parce que, au fond, sous le point de vue scientifique, la seconde ne constitue, à vrai dire, qu'une modification générale de la première, dont elle ne diffère essentiellement que par un caractère moins prononcé, comme nous l'avons déjà tant reconnu envers tous les autres phénomènes naturels, et comme nous le constaterons de plus en plus à l'égard des phénomènes sociaux. Que les phénomènes soient rapportés à une intervention surnaturelle directe et continue, ou immédiatement expliqués par la vertu mystérieuse des entités correspondantes, cette diversité secondaire, entre des conceptions d'ailleurs finalement identiques, n'empêche nullement l'inévitable reproduction commune des attributs les plus caractéristiques, encore moins ici qu'en tout autre sujet philosophique. Ces caractères consistent principalement, quant à la méthode, dans la prépondérance fondamentale de l'imagination sur l'observation ; et quant à la doctrine, dans la recherche exclusive des notions absolues ; d'où résulte doublement, pour destination finale de la science, la tendance inévitable à exercer une action arbitraire et indéfinie sur des phénomènes qui ne sont point regardés comme assujettis à d'invariables lois naturelles. En un mot, l'esprit général de toutes les spéculations humaines, à l'état théologico-métaphysique, est nécessairement à la fois idéal dans la marche, absolu dans la conception, et arbitraire dans l'application. Or, on ne saurait aucunement douter que tels ne soient encore aujourd'hui les caractères dominants de l'ensemble des spéculations sociales, sous quelque aspect qu'on les envisage. Pris, à ce triple égard, en un sens totalement inverse, cet esprit nous indiquera d'avance, par un utile contraste préliminaire, la disposition intellectuelle vraiment fondamentale qui doit maintenant présider à la création de la sociologie positive, et qui devra ensuite diriger toujours son développement continu.

La philosophie positive est d'abord, en effet, profondément caractérisée, en un sujet quelconque, par cette subordination nécessaire et permanente de l'imagination à l'observation, qui constitue surtout l'esprit scientifique proprement dit, en opposition à l'esprit théologique ou métaphysique. Quoiqu'une telle philosophie offre, sans doute, à l'imagination humaine le champ le plus vaste et le plus fertile, comme nous l'a si hautement témoigné l'appréciation rationnelle des diverses sciences fondamentales, elle l'y restreint cependant sans cesse à découvrir ou à perfectionner l'exacte coordination de l'ensemble des faits observés ou les moyens d'entreprendre utilement de nouvelles explorations. C'est une semblable tendance habituelle à subordonner toujours les conceptions scientifiques aux faits dont elles sont seulement destinées à manifester la liaison réelle, qu'il s'agit, avant tout, d'introduire enfin dans le système des études sociales, où les observations vagues et mal circonscrites n'offrent encore aux raisonnements vraiment scientifiques aucun fondement suffisant, et sont, d'ordinaire, arbitrairement modifiées elles-mêmes au gré d'une imagination diversement stimulée par des passions éminemment mobiles. En vertu de leur complication supérieure, et accessoirement de leur connexion plus intime avec l'ensemble des passions humaines, les spéculations politiques devaient rester plongées, plus profondément et plus longtemps que toutes les autres, dans cette déplorable situation philosophique, où elles languissent encore essentiellement, tandis que les études plus simples et moins stimulantes en ont été successivement dégagées pendant les trois derniers siècles. Mais il ne faut jamais oublier que, jusqu'à des temps plus ou moins rapprochés, tous les divers ordres des conceptions scientifiques, sans aucune exception, ont toujours offert un pareil état d'enfance, dont ils se sont affranchis d'autant plus tard que

leur nature était plus complexe et plus spéciale, et d'où les plus compliqués n'ont pu réellement sortir que de nos jours ; comme nous l'avons surtout reconnu, en terminant le volume précédent, à l'égard des phénomènes intellectuels et moraux de la vie individuelle, qui, si l'on excepte un très petit nombre d'esprits avancés, sont encore étudiés le plus souvent d'une manière presque aussi antiscientifique que les phénomènes politiques eux-mêmes. C'est donc par une appréciation éminemment superficielle que l'on regarde habituellement aujourd'hui comme irrévocable et comme propre aux seuls sujets politiques cette disposition radicale au vague et à l'incertitude des observations, qui permet à l'imagination fallacieuse des sophistes et des rhéteurs d'y tourner pour ainsi dire à son gré l'interprétation des faits accomplis. La même imperfection a régné essentiellement jadis envers tous les autres sujets des spéculations humaines ; il n'y a ici de vraiment particulier qu'une intensité plus prononcée et surtout une inévitable prolongation, naturellement motivées par une complication supérieure, suivant ma théorie fondamentale du développement universel de l'esprit humain ; et, par conséquent, la même théorie conduit à regarder, non seulement comme possible, mais comme certaine et prochaine, l'extension nécessaire, à l'ensemble des spéculations sociales, d'une régénération philosophique analogue à celle qu'ont déjà plus ou moins éprouvée toutes nos autres études scientifiques ; à cela près d'une difficulté intellectuelle beaucoup plus grande, et sauf les embarras que peut y susciter le contact plus direct des principales passions, ce qui ne devrait, sans doute, que stimuler davantage les efforts des véritables penseurs.

Si, au lieu de considérer ainsi l'esprit général de la philosophie positive relativement au mode fondamental de procéder, on l'envisage maintenant quant au caractère essentiel des conceptions scientifiques, on peut reconnaître aisément que, conformément à notre première indication comparative, cette philosophie se distingue alors principalement de la philosophie théologico-métaphysique par une tendance constante et irrésistible à rendre nécessairement relatives toutes les notions qui, d'abord, étaient, au contraire, nécessairement absolues<sup>2</sup>. Ce passage inévitable de l'absolu au relatif constitue, en effet, l'un des plus importants résultats philosophiques de chacune des révolutions intellectuelles qui ont successivement conduit les divers ordres de nos spéculations de l'état purement théologique ou métaphysique à l'état vraiment scientifique, ainsi que le lecteur a dû le remarquer, en tant d'occasions capitales, dans le cours des trois volumes précédents. Du point de vue purement scientifique, et en écartant toute idée d'application, on peut même regarder, ce me semble, un tel contraste général entre le relatif et l'absolu comme la manifestation la plus décisive de l'antipathie fondamentale qui sépare si profondément la philosophie moderne d'avec l'ancienne. Toute étude de la nature intime des êtres, de leurs causes premières et finales, etc., doit, évidemment, être toujours absolue, tandis que toute recherche des seules lois des phénomènes est éminemment relative, puisqu'elle suppose immédiatement un progrès continu de la spéculation subordonné au perfectionnement graduel de l'observation, sans que l'exacte réalité puisse être jamais, en aucun genre, parfaitement dévoilée : en sorte que le caractère relatif des conceptions scientifiques est nécessairement inséparable de la vraie notion des lois naturelles, aussi bien que la chimérique tendance aux connaissances absolues accompagne spontanément l'emploi quelconque des fictions théologiques ou des entités métaphysiques. Or, il serait ici superflu d'insister beaucoup pour constater aujourd'hui que cet esprit absolu caractérise encore essentiellement

2. Le relatif remplace l'absolu et la loi remplace les causes. Il s'agit toujours pour le positivisme de mettre à mort toutes les généalogies pour laisser les faits entre eux. Il n'en faut pas davantage pour fonder épistémologiquement un opportunisme politique. « *Le positivisme ne s'occupe pas de l'origine des forces quelconques, surtout temporelles ; il ne pense qu'à leur bon emploi quand il a constaté leur réalité.* » (Lettre à Hadéry, 1<sup>er</sup> Homère 64, c'est-à-dire 29 janvier 1852). C'est dans cette même lettre qu'Auguste Comte exprime tous ses espoirs devant le coup d'Etat du 2 décembre.

l'ensemble des spéculations sociales, qui, dans les diverses écoles actuelles, soit théologiques, soit métaphysiques, se montrent constamment dominées par l'uniforme considération d'un type politique immuable, d'ailleurs plus ou moins vaguement défini, mais toujours conçu de manière à interdire toute modification régulière des principales conceptions politiques d'après l'état éminemment variable de la civilisation humaine. Quoiqu'une telle notion, qui n'a pu reposer sur aucune élaboration vraiment rationnelle, doive spontanément engendrer, surtout de nos jours, de grandes divergences philosophiques, beaucoup moins prononcées toutefois qu'elles ne semblent l'être, cependant chacune des nombreuses opinions dont ce type fondamental a été le sujet lui conserve, au fond, la même immobilité nécessaire, à travers toutes les modifications successives que présente l'histoire générale du développement social. Cet esprit absolu est même tellement inhérent à la science politique actuelle qu'il y constitue jusqu'ici le seul moyen général, malgré ses immenses inconvénients, d'imposer un frein quelconque au cours naturel des divagations individuelles, et de prévenir le débordement imminent d'opinions arbitrairement variables. Aussi les divers philosophes qui, justement préoccupés du grave danger d'un tel absolutisme intellectuel, ont quelquefois tenté de s'en affranchir, mais sans avoir la force de s'élever jusqu'à la conception d'une politique vraiment positive, ont-ils inévitablement mérité le reproche, encore plus capital, de présenter toutes les notions politiques comme étant, par leur nature, radicalement incertaines et même arbitraires, parce qu'en effet ils détruisaient ainsi les fondements habituels de leur faible consistance actuelle, sans y substituer aucune base nouvelle d'une fixité plus réelle et plus ferme. Ces tentatives mal conçues ont même jeté d'avance, à vrai dire, chez les juges les plus graves, une sorte de discrédit universel sur toute entreprise philosophique quelconque destinée à régénérer ainsi l'esprit général de la politique, qui, en perdant son absolutisme, semblerait aujourd'hui, aux yeux de beaucoup d'hommes éminemment respectables des divers partis actuels, devoir nécessairement perdre aussi sa stabilité, et par suite sa moralité. Mais ces craintes empiriques, quoique fort naturelles, seront aisément dissipées pour quiconque appréciera, sous ce rapport, par anticipation, du point de vue propre à ce Traité, le vrai caractère nécessaire de la sociologie positive, d'après la tendance fondamentale déjà manifestée, à cet égard, avec une si haute évidence, par toutes les branches antérieures de la philosophie naturelle, où l'on ne voit pas certes que, en cessant d'être absolues, pour n'être plus que purement relatives, les diverses notions scientifiques soient aucunement devenues arbitraires. Il est, au contraire, très manifeste que, par une telle transformation, ces notions ont acquis une consistance et une stabilité bien supérieures à leur vague immuabilité primitive, chacune d'elles ayant été ainsi graduellement engagée dans un système de relations qui s'étend et se fortifie sans cesse, et qui tend de plus en plus à prévenir toute grave divagation quelconque. On ne risquera donc nullement de tomber dans un dangereux scepticisme en détruisant irrévocablement cet esprit absolu qui caractérise si déplorablement aujourd'hui l'enfance prolongée de la science sociale, pourvu que ce ne soit, comme en tout autre cas, que le résultat spontané du passage nécessaire de cette science finale à l'état vraiment positif. Dans cette dernière opération fondamentale, la philosophie positive ne saurait, sans doute, démentir sa propriété universelle de ne jamais supprimer aucun moyen quelconque de coordination intellectuelle, sans lui en substituer immédiatement de plus efficaces et plus étendus. N'est-il point sensible, en effet, que cette transition positive de l'absolu au relatif offre aujourd'hui, en politique, le seul moyen réel de parvenir à des conceptions susceptibles de déterminer graduellement un assentiment unanime et durable ?<sup>3</sup>.

3. Il y a quelque chose de déconcertant dans ce surgissement de l'unanime et du durable au milieu d'une revendication relativiste. Tout se passe comme si Auguste Comte redécouvrait la pérennité des institutions après l'avoir dénoncée, comme s'il redécouvrait l'absolu après en avoir salué l'exclusion. Il y a eu de l'histoire et il n'y en a plus.

Quoique les deux dispositions essentielles que je viens d'examiner constituent certainement, par leur nature, l'une pour la méthode, l'autre pour la doctrine, la double condition fondamentale dont l'accomplissement continu devra directement caractériser la positivité effective de la science sociale, cependant leur considération n'est peut-être point la plus propre, de nos jours, à manifester clairement les symptômes les plus décisifs d'une telle transformation philosophique, en vertu de la connexité trop intime qui, dans cet ordre d'idées plus que dans aucun autre, existe encore entre la théorie et la pratique, et par suite de laquelle toute appréciation purement spéculative et abstraite, malgré son importance réellement prépondérante, ne doit ordinairement inspirer qu'un très faible intérêt et ne peut exciter qu'une insuffisante attention. Cette extrême adhérence, ou plutôt cette confusion presque totale résulte nécessairement de l'imperfection de la science sociale, d'après sa complication supérieure, comme je l'ai établi, au commencement de ce volume, suivant une loi exposée dans le volume précédent. Aussi, afin de faire mieux ressortir cet indispensable éclaircissement préliminaire, dois-je maintenant considérer surtout, d'une manière spéciale et directe, l'esprit actuel de la politique relativement à l'application générale, et non plus quant à la science elle-même. Sous ce nouvel aspect, cet esprit se montre toujours hautement caractérisé par la chimérique tendance à exercer, sur les phénomènes correspondants, une action essentiellement illimitée, aberration qui, aujourd'hui bornée aux seuls phénomènes sociaux a, comme je l'ai souvent fait voir autrefois, dominé, sous des formes plus ou moins équivalentes, quoique à des degrés nécessairement moins prononcés, tous les autres ordres des conceptions humaines, tant qu'ils sont restés assujettis à une philosophie théologique ou métaphysique. Quoique la puissance effective de l'homme pour modifier à son gré des phénomènes quelconques ne puisse jamais résulter que d'une connaissance réelle de leurs propres lois naturelles, il est néanmoins incontestable que, dans tous les genres, l'enfance de la raison humaine a nécessairement coïncidé avec la prétention caractéristique à exercer, sur l'ensemble des phénomènes correspondants, une action essentiellement illimitée. Cette grande illusion primitive résulte toujours spontanément de l'ignorance des lois fondamentales de la nature, combinée avec l'hypothèse prépondérante du pouvoir arbitraire et indéfini alors attribué aux agents surnaturels ou même ensuite aux entités métaphysiques : car, cette vaine ambition se manifestant précisément à l'époque où l'homme influe réellement le moins sur ce qui l'entoure, il ne peut s'attribuer, en général, une telle autorité que par le secours indispensable de ces forces mystérieuses<sup>4</sup>.

L'histoire générale des opinions humaines vérifie clairement cette aberration fondamentale, à l'égard des phénomènes astronomiques, physiques, chimiques, et même biologiques, comme je l'ai noté, en plusieurs occasions, dans les parties antérieures de ce Traité. On conçoit aisément qu'une telle illusion doit, de toute nécessité, se prolonger d'autant plus que la complication croissante des diverses catégories principales de phénomènes naturels vient y retarder davantage la conception de véritables lois. Il faut d'ailleurs remarquer aussi, à ce sujet, le concours spontané d'une autre influence philosophique, qui doit puissamment seconder, sous ce rapport, cet obstacle fondamental au développement correspondant de la raison humaine, en ce que les différents phénomènes, en même temps qu'ils sont plus compliqués, deviennent, en général, d'autant plus modifiables, comme je l'ai souvent montré dans les deux volumes précédents. La cause essentielle de ces modifications plus étendues résultant du même principe qui détermine une plus grande complication, savoir, la généralité décroissante des divers ordres de phénomènes, elle contribue inévitablement à perpétuer, sur la puissance effective de l'homme, une aberration primitive, ainsi devenue beaucoup plus difficile à

4. Dans la classification générale des sciences, l'axe de complexité croissante se double d'un axe de modifiabilité parallèle et de même sens. Les phénomènes sociaux — les plus complexes — seront donc les plus modifiables. Mais cette modifiabilité est limitée aux marges d'un légalisme qui n'est pas moins strict dans l'ordre humain que dans l'ordre naturel.

démêler et par suite plus excusable. Cette double nécessité a dû spontanément affecter davantage l'étude des phénomènes sociaux, qui devaient, à ce titre, demeurer, plus longtemps et plus profondément que toutes les autres, le sujet de semblables illusions. Mais, malgré cette inégalité naturelle, il importait beaucoup de montrer d'abord que, sous ce rapport, comme sous les deux autres aspects déjà indiqués, de tels attributs ne sont nullement particuliers à ce dernier ordre de phénomènes, et qu'ils ont, au contraire, toujours caractérisé l'enfance de la raison humaine, à l'égard de toutes les spéculations possibles, même les plus simples ; similitude aussi précieuse qu'irréfutable, puisqu'elle doit faire concevoir aux vrais philosophes, en opposition aux préjugés actuels, l'espoir rationnel de parvenir à dissiper aussi une telle aberration dans le système des idées politiques, par la même voie fondamentale qui en a déjà dégagé tous les autres sujets principaux de nos recherches réelles. Quoi qu'il en soit, cette erreur générale ne subsiste plus essentiellement aujourd'hui que pour les seuls phénomènes sociaux, sauf quelques illusions analogues relatives aux phénomènes intellectuels et moraux, et dont les esprits un peu avancés se sont désormais suffisamment affranchis. Mais, en politique, il est évident que, malgré l'incontestable tendance des esprits actuels vers une plus saine philosophie, la disposition prépondérante des hommes d'Etat et même des publicistes, soit dans l'école théologique, soit dans l'école métaphysique, consiste encore habituellement à concevoir les phénomènes sociaux comme indéfiniment et arbitrairement modifiables, en continuant à supposer l'espèce humaine dépourvue de toute impulsion spontanée, et toujours prête à subir passivement l'influence quelconque du législateur, temporel ou spirituel, pourvu qu'il soit investi d'une autorité suffisante. Sous ce rapport capital, de même que sous tout autre, la politique théologique se montre naturellement moins inconséquente que sa rivale, en ce que, du moins, elle y explique, à sa manière, la monstrueuse disproportion qu'une telle opinion constitue nécessairement entre l'immensité des effets accomplis et l'exigüité de ces prétendues causes, en y réduisant directement le législateur à n'être, en général, que le simple organe d'une puissance surnaturelle et absolue : ce qui, d'ailleurs, n'en aboutit que plus clairement, et d'une manière bien plus irrésistible, à la domination indéfinie du législateur, ainsi seulement assujéti à emprunter d'en haut sa principale autorité. L'école métaphysique, qui, de nos jours surtout, recourt d'une manière beaucoup plus vague et moins spéciale à l'artifice de la Providence, sans cesser cependant de reposer finalement sur une telle hypothèse, fait habituellement intervenir, dans ces vaines explications politiques, ses inintelligibles entités, et surtout sa grande entité générale de la *nature*, qui enveloppe aujourd'hui toutes les autres, et qui n'est évidemment qu'une dégénération abstraite du principe théologique. Dédaignant même toute subordination quelconque des effets aux causes, elle tente souvent d'é luder la difficulté philosophique en attribuant principalement au hasard la production des événements observés : et quelquefois, quand l'inanité d'un tel expédient devient trop saillante, en exagérant, au degré le plus absurde, l'influence nécessaire du génie individuel sur la marche générale des affaires humaines. Quel que soit le mode, dont l'examen spécial serait ici très superflu, le résultat, dans l'une et l'autre école, est toujours, au fond, de représenter également l'action politique de l'homme comme essentiellement indéfinie et arbitraire, ainsi qu'on le croyait jadis à l'égard des phénomènes biologiques, chimiques, physiques, et même astronomiques, pendant l'enfance théologico-métaphysique, plus ou moins prolongée, des sciences correspondantes. Or, cette irréfutable aberration constitue aujourd'hui, à mes yeux, le caractère le plus décisif d'une telle enfance, encore persistante dans l'ordre des idées sociales. Elle indique, en effet, de la manière la plus directe et la moins équivoque, une répugnance systématique à envisager les phénomènes politiques comme assujéti à de véritables lois naturelles dont l'immédiate application générale serait nécessairement ici, de même qu'en tout autre cas antérieur, d'imposer aussitôt à l'action politique des limites fondamentales, en dissipant sans retour la vaine prétention de gouverner à notre gré ce genre de phénomènes, aussi radicalement soustrait qu'aucun autre aux caprices humains ou surhumains. Combinée avec la tendance, ci-dessus signalée,

aux conceptions absolues, dont elle est spontanément inséparable, comme deux aspects corrélatifs d'une même philosophie, on y doit voir, ce me semble, la principale cause intellectuelle de la perturbation sociale actuelle ; puisque l'espèce humaine se trouve ainsi livrée, sans aucune protection logique, à l'expérimentation désordonnée des diverses écoles politiques, dont chacune cherche à faire indéfiniment prévaloir son type immuable de gouvernement. Tant que la prépondérance effective de l'ancien système politique a interdit le libre examen des questions sociales, de tels inconvénients ont dû se trouver dissimulés, et une certaine discipline intellectuelle a pu exister, par une sorte de compression extérieure, malgré la nature théologique de la philosophie politique. Mais le cours naturel des divagations individuelles ne pouvait être ainsi que suspendu ou plutôt contenu, et l'irruption philosophique a dû s'opérer spontanément, à mesure que l'ascendant graduel de la politique métaphysique faisait prévaloir le droit général d'examen. Le danger fondamental d'une semblable philosophie politique a pu dès lors se développer librement dans toute son étendue, jusqu'au point de remettre directement en question l'utilité générale de l'état social lui-même, puisque d'éloquents sophistes n'ont pas craint, comme on sait, de préconiser systématiquement la supériorité de la vie sauvage, telle qu'ils l'avaient rêvée. Parvenus à ce degré d'absurdité et de divergence, les utopies métaphysico-théologiques constatent, sans doute, avec une entière évidence, la haute impossibilité d'établir aujourd'hui, en politique, aucune notion vraiment stable et commune, tant qu'on continuera à y poursuivre la vaine recherche absolue du meilleur gouvernement, abstraction faite de tout état déterminé de civilisation, ou, ce qui est scientifiquement équivalent, tant que la société humaine y sera conçue comme marchant, sans direction propre, sous l'arbitraire impulsion du législateur. Il n'y a donc réellement désormais, en philosophie politique, d'ordre et d'accord possibles qu'en assujettissant les phénomènes sociaux, de la même manière que tous les autres, à d'invariables lois naturelles, dont l'ensemble circonscrit, pour chaque époque, à l'abri de toute grave incertitude, les limites fondamentales et le caractère essentiel de l'action politique proprement dite : en un mot, en introduisant à jamais, dans l'étude générale des phénomènes sociaux, ce même esprit positif, qui déjà a successivement régénéré et discipliné tous les autres genres des spéculations humaines, dont l'état primitif n'avait pas été, au fond, plus satisfaisant. De toute autre manière, et en conservant le même mode essentiel de philosopher, on ne saurait concevoir d'autre moyen de parvenir au degré convenable de fixité et de convergence, que de rétablir une suffisante compression intellectuelle, heureusement devenue aujourd'hui aussi évidemment chimérique que radicalement dangereuse. Il n'est pas moins sensible, d'un autre côté, que ce sentiment fondamental d'un mouvement social spontané et réglé par des lois naturelles constitue nécessairement la véritable base scientifique de la dignité humaine, dans l'ordre des événements politiques, puisque les principales tendances de l'humanité acquièrent ainsi un imposant caractère d'autorité, qui doit être toujours respecté, comme base prépondérante, par toute législation rationnelle ; tandis que la croyance actuelle à la puissance indéfinie des combinaisons politiques, qui semble d'abord tant rehausser l'importance de l'homme, n'aboutit, à vrai dire, qu'à lui attribuer une sorte d'automatisme social, passivement dirigé par la suprématie absolue et arbitraire, soit de la Providence, soit du législateur humain, suivant le contraste général pleinement reconnu à l'égard de tous les autres phénomènes quelconques. Ces diverses explications sommaires doivent suffire ici pour rendre incontestable que, conformément à notre indication première, c'est réellement dans la rectification définitive d'une telle aberration que consiste, à tous égards, le nœud essentiel de la difficulté philosophique dans la régénération radicale de la science politique, dès lors caractérisée sous la forme la plus décisive, en un temps où les habitudes intellectuelles prépondérantes ne permettent guère de saisir convenablement les conceptions sociales que sous leur aspect pratique, et non sous le point de vue scientifique, et, à plus forte raison, sous le rapport logique proprement dit, que j'avais déjà suffisamment signalés.

Afin de résumer utilement, par une considération finale, qui embrasse nécessairement toutes les autres, l'ensemble de ces indications préliminaires sur les conditions fondamentales que doit inévitablement remplir l'esprit général de la sociologie positive, il suffit enfin d'y appliquer directement aussi le principe de la prévision rationnelle, que j'ai tant présenté, envers toutes les parties antérieures de la philosophie naturelle, comme constituant le plus irrécusable criterium de la positivité scientifique. On peut donc, sous ce dernier point de vue, réduire ici la difficulté fondamentale à concevoir régulièrement désormais les phénomènes sociaux comme aussi susceptibles de prévision scientifique que tous les autres phénomènes quelconques, entre des limites de précision d'ailleurs compatibles avec leur complication supérieure, suivant la règle générale établie, à cet égard, dès le début de ce Traité. Cette manière d'envisager une telle rénovation philosophique présente, en effet, l'avantage spécial de rappeler directement à la fois, d'après le mode le plus expressif, les trois caractères essentiels que je viens d'examiner successivement depuis le commencement de ce chapitre, et qui tous se rapportent, sous des aspects distincts mais équivalents, à la subordination continue des diverses conceptions sociales à d'invariables lois naturelles, sans lesquelles les événements politiques ne sauraient évidemment comporter aucune véritable prévision. La seule pensée d'une prévision rationnelle suppose donc, avant tout, que l'esprit humain a définitivement abandonné, en philosophie politique, la région des idéalités métaphysiques, pour s'établir à jamais sur le terrain des réalités observées, par une systématique subordination, directe et continue, de l'imagination à l'observation ; elle exige, avec une autorité non moins évidente, que les conceptions politiques cessent d'être absolues pour devenir constamment relatives à l'état régulièrement variable de la civilisation humaine, afin que les théories, pouvant toujours suivre le cours naturel des faits, permettent de les prévoir réellement ; enfin, elle implique aussi, de toute nécessité, l'inévitable limitation permanente de l'action politique d'après des lois exactement déterminées, puisque, s'il en était autrement, la série générale des événements sociaux, toujours exposée à de profondes perturbations inspirées par l'accidentelle intervention prépondérante du législateur, soit divin, soit humain, ne pourrait être aucunement prévue avec une sécurité vraiment scientifique. Ainsi, nous pourrions désormais, pour faciliter l'examen philosophique, concentrer essentiellement sur ce grand attribut de prévision rationnelle l'ensemble des diverses conditions destinées à caractériser le véritable esprit fondamental de la politique positive. Cette concentration intellectuelle devient d'autant plus convenable que, dans ce sujet, comme dans tous les autres, et plus clairement même aujourd'hui qu'envers aucun autre, vu l'actualité plus frappante d'une semblable régénération, un tel attribut est éminemment propre à distinguer, d'une manière aussi profonde que directe, la nouvelle philosophie sociale d'avec l'ancienne. En effet, des événements régis par des volontés surnaturelles peuvent bien laisser supposer des révélations, mais ils ne sauraient évidemment comporter aucune prévision scientifique, dont la seule pensée constituerait un vrai sacrilège : il en est essentiellement de même quand leur direction appartient à des entités métaphysiques, sauf la chance de révélation, qui serait dès lors perdue, si une telle conception n'était, au fond, une simple modification générale de la première. Rien n'est aujourd'hui plus sensible à l'égard des événements politiques, pour lesquels la doctrine théologique et la doctrine métaphysique ne peuvent fournir habituellement qu'une aveugle et stérile consécration uniforme de tous les faits accomplis ; puisque ces étranges modes d'explication s'appliqueraient, d'ordinaire, avec une égale facilité, à des événements directement contraires, sans que ces vaines formules puissent jamais conduire par elles-mêmes à la moindre indication de l'avenir social. Si, néanmoins, on peut dire que, à toutes les époques, un grand nombre de faits politiques secondaires ont été généralement regardés comme susceptibles de prévision, cela vérifie seulement que, comme je l'ai établi, dès l'origine de ce Traité, la philosophie théologico-métaphysique n'a jamais pu être rigoureusement universelle, et qu'elle a dû être toujours plus ou moins tempérée, dans toute application, par l'inévitable mélange d'un positivisme faible et incomplet,

dont l'accession, bien que éminemment subalterne, fût évidemment sans cesse indispensable à la marche réelle de l'esprit humain et de la société. Mais, quoiqu'une telle vérification soit particulièrement sensible, surtout aujourd'hui, envers les phénomènes politiques, elle n'empêche nullement que leur subordination prolongée à des conceptions théologiques ou métaphysiques ne les rende encore essentiellement incompatibles avec toute idée d'une prévision vraiment scientifique, si ce n'est à quelques égards secondaires et partiels, où la sorte de prévision vulgaire dont ils sont habituellement le sujet ne s'élève pas même au-dessus d'un empirisme aussi incertain que grossier, qui, malgré son utilité provisoire, ne saurait aucunement dissimuler le besoin fondamental de régénération de la philosophie politique.

Dans l'état présent de vague et confuse irrationalité des études sociales, l'ensemble des considérations préliminaires dont je viens de terminer l'indication pourrait aisément, avec quelques artifices d'exposition, passer pour une première réalisation générale de la grande rénovation philosophique qu'il s'agissait seulement ainsi de caractériser suffisamment : en un sujet aussi mal conçu jusqu'ici, de simples énoncés ont été souvent érigés, à bien moins de titres, en de vraies solutions. Toutefois, les esprits convenablement préparés par l'habitude profonde des conceptions vraiment scientifiques se garantiront aisément d'une semblable illusion, en reconnaissant sans hésitation que les indispensables conditions successivement définies depuis le commencement de ce chapitre se rapportent uniquement, par leur nature, à la position fondamentale des questions en philosophie politique, et ne peuvent, en conséquence, aucunement suffire, par elles-mêmes, à mettre immédiatement sur la voie réelle de l'opération définitive. Nous avons ainsi simplement établi un important préambule général, qui pourra nous guider utilement, dans l'ensemble de ce volume, pour formuler nettement le but scientifique qu'il s'agit d'atteindre et même pour en apprécier exactement le véritable accomplissement graduel. Il faut maintenant procéder, d'une manière directe, à une première exposition sommaire de l'esprit général de la physique sociale, dont les conditions essentielles sont désormais suffisamment caractérisées. Cet esprit devra d'ailleurs être surtout connu et apprécié ultérieurement d'après l'application spontanée qui s'en fera continuellement dans le cours entier des leçons suivantes.

Tout le principe philosophique d'un tel esprit se réduisant nécessairement, d'après les explications précédentes, à concevoir toujours les phénomènes sociaux comme inévitablement assujettis à de véritables lois naturelles, comportant régulièrement une prévision rationnelle, il s'agit donc de fixer ici, en général, quels doivent être le sujet précis et le caractère propre de ces lois, dont la suite de ce volume contiendra l'exposition effective, autant que le permet l'état naissant de la science que je m'efforce de créer. Or, à cette fin, il faut, avant tout, étendre convenablement, à l'ensemble des phénomènes sociaux, une distinction scientifique vraiment fondamentale, que j'ai établie et employée, dans toutes les parties de ce Traité, et principalement en philosophie biologique, comme radicalement applicable, par sa nature, à des phénomènes quelconques, et surtout à tous ceux que peuvent présenter des corps vivants, en considérant séparément, mais toujours en vue d'une exacte coordination systématique, l'état *statique* et l'état *dynamique* de chaque sujet d'études positives. Dans la simple biologie, c'est-à-dire pour l'étude générale de la seule vie individuelle, cette indispensable décomposition donne lieu, d'après les explications contenues au volume précédent, à distinguer rationnellement entre le point de vue purement anatomique, relatif aux idées d'organisation, et le point de vue physiologique proprement dit, directement propre aux idées de vie : ces deux aspects, spontanément séparés, presque en tout temps, se trouvant dès lors exactement appréciés par une irrévocable analyse philosophique, qui en épure et en perfectionne la comparaison nécessaire. En sociologie, la décomposition doit s'opérer d'une manière parfaitement analogue, et non moins prononcée, en distinguant radicalement, à l'égard de chaque sujet politique, entre l'étude fondamentale des conditions d'existence de la société et celle des lois de son mouvement continu. Cette différence me semble, dès à présent, assez caractérisée pour me permettre de prévoir

que, dans la suite, son développement spontané pourra donner lieu à décomposer habituellement la physique sociale en deux sciences principales, sous les noms, par exemple, de statique sociale et dynamique sociale, aussi essentiellement distinctes l'une de l'autre que le sont aujourd'hui l'anatomie et la physiologie individuelles. Mais il serait certainement prématuré d'attacher maintenant aucune grave importance à cette distribution méthodique, à l'époque même de la première institution de la science. On peut d'ailleurs craindre que, sous ce rapport, une telle division tranchée de la science sociale n'y introduisit aujourd'hui cet inconvénient capital, trop conforme à la tendance dispersive des esprits actuels, de faire vicieusement négliger l'indispensable combinaison permanente de ces deux points de vue généraux, comme je l'ai expliqué, dans le volume précédent, pour la biologie, où nous avons reconnu que la division vulgaire entre l'anatomie et la physiologie tend désormais à s'effacer entièrement. En tout cas, une scission quelconque du travail sociologique serait évidemment inopportune, et même irrationnelle, tant que l'ensemble n'en aura pas été convenablement conçu. Mais cette importante considération ne saurait affecter, en aucune manière, ni la justesse intrinsèque, ni l'immédiate nécessité de notre distinction fondamentale entre l'étude statique et l'étude dynamique des phénomènes sociaux, pourvu que, au lieu d'y voir la source d'une division vicieuse ou pédantesque en deux sciences séparées, on l'applique seulement aujourd'hui à l'analyse continue de chaque théorie sociale, toujours utilement susceptible de ce double aspect positif

Pour mieux caractériser cette indispensable décomposition élémentaire, et afin d'en indiquer, dès ce moment, la portée pratique, je crois essentiel, avant de passer outre, de noter ici qu'un tel dualisme scientifique correspond, avec une parfaite exactitude, dans le sens politique proprement dit, à la double notion de l'ordre et du progrès, qu'on peut désormais regarder comme spontanément introduite dans le domaine général de la raison publique. Car il est évident que l'étude statique de l'organisme social doit coïncider, au fond, avec la théorie positive de l'ordre, qui ne peut, en effet, consister essentiellement qu'en une juste harmonie permanente entre les diverses conditions d'existence des sociétés humaines : on voit, de même, encore plus sensiblement, que l'étude dynamique de la vie collective de l'humanité constitue nécessairement la théorie positive du progrès social, qui, en écartant toute vaine pensée de perfectibilité absolue et illimitée, doit naturellement se réduire à la simple notion de ce développement fondamental. En donnant, à la fois, plus d'intérêt et de clarté à la conception spéculative, plus de noblesse et de consistance à la considération pratique, ce double rapprochement, dont l'heureuse spontanéité ne saurait être contestée me semble éminemment propre à manifester, d'une manière irrécusable, dès l'origine de la nouvelle philosophie politique, la correspondance générale et continue entre la science et l'application. Les véritables hommes d'Etat pourront ainsi équitablement apprécier s'il s'agit ici d'un vain exercice intellectuel, ou de principes philosophiques réellement susceptibles de pénétrer finalement avec efficacité dans la vie politique actuelle. Ils commenceront, j'espère, à sentir dès lors le fidèle accomplissement naissant de la promesse que j'ai faite, au début de ce volume, de constituer une science sociale directement destinée à satisfaire convenablement au double besoin intellectuel des sociétés modernes, en établissant spontanément, sur d'inébranlables fondements rationnels, la double notion élémentaire de l'ordre et du progrès, qui, par là, se trouve désormais profondément rattachée à l'ensemble continu des conceptions sociologiques, et même, par une suite nécessaire, au système entier des théories positives. Le sujet permanent de la science pourra être ainsi considéré, en philosophie politique, comme radicalement conforme à l'objet fondamental de l'art : les mêmes relations y étant envisagées sous deux points de vue distincts, mais pleinement équivalents, avec les seules différences naturelles de l'abstrait au concret, et de la spéculation à l'action. Une science qui, au fond, aura constamment en vue, d'après ces explications, l'étude positive des lois réelles de l'ordre et du progrès, ne saurait être taxée d'une présomptueuse témérité spéculative, par les hommes d'action doués de quelque portée intel-

lectuelle, lorsqu'elle prétendra pouvoir seule fournir les véritables bases rationnelles de l'ensemble des moyens pratiques applicables à la satisfaction effective de ce double besoin social : cette correspondance nécessaire finira, sans doute, par être jugée essentiellement analogue à l'harmonie générale désormais unanimement admise en principe, quoique fort imparfaitement développée encore, entre la science biologique et le système des arts qui s'y rapportent, surtout l'art médical. Enfin il serait, je crois, superflu de faire expressément remarquer ici, à raison de sa haute évidence, la propriété spontanée que présente directement cette première conception philosophique de la sociologie positive, de lier désormais, d'une manière indissoluble, comme je l'ai annoncé au début de ce volume, les deux idées également fondamentales de l'ordre et du progrès, dont nous avons reconnu, dans la quarante-sixième leçon, que la déplorable opposition radicale constitue, en réalité, le principal symptôme caractéristique de la profonde perturbation des sociétés modernes. On ne saurait douter que, dès lors, ces deux notions élémentaires, après avoir été isolément consolidées, n'acquiescent ainsi, par leur intime fusion rationnelle, une consistance intellectuelle inébranlable ; puisqu'elles pourront, par là, devenir aussi nécessairement inséparables que le sont aujourd'hui, en philosophie biologique, les idées de l'organisation et de la vie, dont le dualisme scientifique procède exactement du même principe de philosophie positive. Les diverses propriétés essentielles que je viens d'indiquer se développeront naturellement dans la suite, à mesure que la philosophie positive manifesterait graduellement, par l'étude rationnelle des phénomènes sociaux, son esprit aussi profondément organisateur que hautement progressif, au lieu de l'influence perturbatrice ou décourageante que de vains préjugés lui supposent encore trop souvent. Mais il m'a paru nécessaire de signaler ici sommairement le premier germe scientifique de ces importants attributs.

D'après cette conception fondamentale, en définissant d'abord, suivant l'ordre méthodique, l'ensemble des lois purement statiques de l'organisme social, le vrai principe philosophique qui leur est propre me semble directement consister dans la notion générale de cet inévitable consensus universel qui caractérise les phénomènes quelconques des corps vivants, et que la vie sociale manifeste nécessairement au plus haut degré. Ainsi conçue, cette sorte d'anatomie sociale, qui constitue la sociologie statique, doit avoir pour objet permanent l'étude positive, à la fois expérimentale et rationnelle, des actions et réactions mutuelles qu'exercent continuellement les unes sur les autres toutes les diverses parties quelconques du système social, en faisant scientifiquement, autant que possible, abstraction provisoire du mouvement fondamental qui les modifie toujours graduellement. Sous ce premier point de vue, les prévisions sociologiques, fondées sur l'exacte connaissance générale de ces relations nécessaires, seront proprement destinées à conclure les unes des autres, en conformité ultérieure avec l'observation directe, les diverses indications statiques relatives à chaque mode d'existence sociale, d'une manière essentiellement analogue à ce qui se passe habituellement aujourd'hui en anatomie individuelle. Cet aspect préliminaire de la science politique suppose donc évidemment, de toute nécessité, que, contrairement aux habitudes philosophiques actuelles, chacun des nombreux éléments sociaux, cessant d'être envisagé d'une manière absolue et indépendante, soit toujours exclusivement conçu comme relatif à tous les autres, avec lesquels une solidarité fondamentale doit sans cesse le combiner intimement. Il serait, à mon gré, superflu de faire expressément ressortir ici la haute utilité continue d'une telle doctrine sociologique : car elle doit d'abord servir, évidemment, de base indispensable à l'étude définitive du mouvement social, dont la conception rationnelle suppose préalablement la pensée continue de la conservation indispensable de l'organisme correspondant ; mais, en outre, elle peut être, par elle-même, immédiatement employée à suppléer souvent, du moins provisoirement, à l'observation directe, qui, en beaucoup de cas, ne saurait avoir lieu constamment pour certains éléments sociaux, dont l'état réel pourra néanmoins se trouver ainsi suffisamment apprécié, d'après leurs relations scientifiques avec d'autres déjà connus. L'histoire des sciences peut surtout donner, dès

ce moment, quelque idée de l'importance habituelle d'un tel secours, en rappelant, par exemple, comment les vulgaires aberrations des érudits sur les prétendues connaissances en astronomie supérieure attribuées aux anciens Egyptiens ont été irrévocablement dissipées, avant même qu'une plus saine érudition en eût fait justice, par la seule considération rationnelle d'une relation indispensable de l'état général de la science astronomique avec celui de la géométrie abstraite alors évidemment dans l'enfance ; il serait aisé de citer une foule de cas analogues, dont le caractère philosophique serait irrécusable. On doit d'ailleurs noter, à ce sujet, pour ne rien exagérer, que ces relations nécessaires entre les divers aspects sociaux ne sauraient être, par leur nature, tellement simples et précises que les résultats observés n'aient pu jamais provenir que d'un mode unique de coordination mutuelle. Une telle disposition d'esprit, déjà évidemment trop étroite en biologie, serait surtout essentiellement contraire à la nature encore plus complexe des spéculations sociologiques. Mais il est clair que l'exacte appréciation générale de ces limites de variation, normales et même anormales, constitue nécessairement alors, au moins autant qu'en anatomie individuelle, un indispensable complément de chaque théorie de sociologie statique, sans lequel l'exploration indirecte dont il s'agit pourrait souvent devenir erronée.

N'écrivant point ici un traité spécial de philosophie politique, je n'y dois point méthodiquement établir la démonstration directe d'une telle solidarité fondamentale entre tous les aspects possibles de l'organisme social, sur laquelle d'ailleurs il n'existe guère maintenant, au moins en principe, de divergences capitales parmi les bons esprits. De quelque élément social que l'on veuille partir, chacun pourra aisément reconnaître, par un utile exercice scientifique, qu'il touche réellement toujours, d'une manière plus ou moins immédiate, à l'ensemble de tous les autres, même de ceux qui en paraissent d'abord le plus indépendants. La considération dynamique du développement intégral et continu de l'humanité civilisée permet, sans doute, d'opérer avec plus d'efficacité cette intéressante vérification du consensus social, en montrant avec évidence la réaction universelle, actuelle ou prochaine, de chaque modification spéciale. Mais cette indication pourra constamment être précédée, ou du moins suivie, par une confirmation purement statique ; car, en politique, comme en mécanique, la communication des mouvements prouve spontanément l'existence des liaisons nécessaires. Sans descendre, par exemple, jusqu'à la solidarité trop intime des diverses branches de chaque science ou de chaque art, n'est-il pas évident que les différentes sciences sont entre elles, ou presque tous les arts entre eux, dans une telle connexité sociale, que l'état bien connu d'une seule partie quelconque, suffisamment caractérisée, permet de prévoir, à un certain degré, avec une vraie sécurité philosophique, l'état général correspondant de chacune des autres, d'après les lois d'harmonie convenables ? Par une considération plus étendue, on conçoit également l'indispensable relation continue qui lie aussi le système des sciences à celui des arts, pourvu qu'on ait toujours soin de supposer, comme l'exige clairement la nature du sujet, une solidarité moins intense à mesure qu'elle devient plus indirecte. Il en est évidemment de même quand, au lieu d'envisager l'ensemble des phénomènes sociaux au sein d'une nation unique, on l'examine simultanément chez diverses nations contemporaines, dont la continuelle influence réciproque ne saurait être contestée, surtout dans les temps modernes, quoique le consensus doive être ici, d'ordinaire, moins prononcé, à tous égards, et décroître d'ailleurs graduellement avec l'affinité des cas et la multiplicité des contacts, au point de s'effacer quelquefois presque entièrement, comme, par exemple, entre l'Europe occidentale et l'Asie orientale, dont les divers états généraux de société paraissent jusqu'ici à peu près indépendants.

Sans insister davantage sur des notions élémentaires aussi peu contestables, je dois ici me borner, à ce sujet, à caractériser sommairement le seul cas essentiel où la solidarité fondamentale soit encore, sinon directement niée en principe, du moins profondément méconnue, et même radicalement négligée, en réalité. Ce cas est, malheureusement, le plus important de tous, puisqu'il concerne directement l'organisation sociale proprement dite, dont la théorie

continue jusqu'à présent à être essentiellement conçue, d'une manière absolue et isolée, comme indépendante de l'analyse générale de la civilisation correspondante, dont elle ne peut cependant que constituer l'un des principaux éléments. Un tel vice appartient presque également aujourd'hui aux écoles politiques les plus opposées, soit théologiques, soit métaphysiques, qui toutes s'accordent ordinairement à dissenter abstraitement sur le régime politique, sans penser à l'état co-relatif de civilisation, et aboutissent même le plus souvent, dans leurs vaines utopies immuables, à faire coïncider leur type politique le plus parfait avec l'enfance plus ou moins prononcée du développement humain. Pour mieux apprécier, d'un seul aspect, dans toute sa portée, l'ensemble de cette aberration habituelle, il faut, ce me semble, en poursuivant le cours rigoureux d'une exacte analyse historique, remonter jusqu'à sa véritable source philosophique, qui consiste essentiellement, à mes yeux, dans ce fameux dogme théologique où l'on rattache le développement général de la civilisation humaine à une prétendue dégradation originelle de l'homme. Ce dogme fondamental, que toutes les religions reproduisent sous une forme quelconque, et dont la prépondérance intellectuelle devait toujours être secondée spontanément par le penchant ordinaire de notre nature à l'involontaire admiration du passé, conduit, en effet, d'une manière directe et nécessaire, à faire constamment coïncider la détérioration continue de la société humaine avec l'extension croissante de sa civilisation. Quand la philosophie théologique est graduellement passée à l'état métaphysique, ce dogme primitif a de plus en plus tendu à se transformer finalement, comme je l'ai déjà indiqué en cette célèbre hypothèse, radicalement équivalente, qui sert encore de principale base systématique à la politique métaphysique, d'un chimérique état de nature, supérieur à l'état social, et dont le développement de la civilisation nous éloigne toujours davantage. On ne saurait ainsi méconnaître l'extrême gravité philosophique, et par suite même politique, d'une aberration aussi profondément enracinée dans l'intime constitution scientifique des diverses doctrines existantes, et qui, sans être désormais directement formulée et soutenue en principe général, continue cependant à dominer essentiellement l'ensemble des spéculations sociales, souvent d'ailleurs à l'insu de la plupart de ceux qui s'y livrent.

Il serait néanmoins impossible que cette irrationalité capitale résistât longtemps aujourd'hui à une saine discussion philosophique, car elle est en contradiction évidente avec beaucoup de notions de philosophie politique, qui, sans avoir pu encore acquérir une vraie consistance scientifique, obtiennent graduellement un certain ascendant intellectuel, soit en vertu des éclaircissements spontanés qui ressortent du cours naturel des événements, soit à cause du propre développement actuel de la raison publique. C'est ainsi que tous les publicistes éclairés reconnaissent maintenant une certaine solidarité partielle entre les diverses institutions politiques proprement dites, d'après laquelle quelques-unes s'excluent mutuellement, tandis que d'autres s'appuient et même s'appellent réciproquement : ce devait être là, sans doute, le premier pas direct vers la notion rationnelle du consensus fondamental du système spécial de ces institutions avec le système total de la civilisation humaine ; puisque, dès lors, la seule vérification de cette co-relation, sous quelques rapports déterminés, suffit aussitôt pour en autoriser l'extension spontanée quoique indirecte, à tous les sujets dont l'harmonie avec ceux-là est déjà reconnue, ce qui doit heureusement tendre aujourd'hui à multiplier aussi bien qu'à simplifier les moyens généraux de démonstration en philosophie politique. Je dois même signaler ici, comme indiquant une disposition intellectuelle encore plus rapprochée du véritable esprit de la statique sociale, cette reconnaissance, maintenant admise par les penseurs les plus avancés, surtout en France et en Allemagne, d'une constante solidarité nécessaire entre le pouvoir politique et le pouvoir civil : ce qui signifie, en langage positif, que les forces sociales prépondérantes finissent inévitablement par devenir aussi dirigeantes, ainsi que je l'énonçais en 1822 dans mon *Système de politique positive*. Mais, quelle que soit l'évidente utilité actuelle de ces intéressants aperçus partiels, à titre d'éducation sociologique préliminaire de la raison publique, ce serait néanmoins profondément méconnaître les difficiles et impérieuses obliga-

tions de la méthode vraiment scientifique que de se croire aucunement dispensé, par ces heureux tâtonnements, de la conception directe rationnelle du consensus général de l'organisme social, laquelle se trouve ainsi seulement préparée, surtout en ce qui concerne sa vulgarisation finale. Un exemple pleinement décisif doit, ce me semble, faire aisément comprendre que ces vagues indications isolées, plutôt littéraires que scientifiques, ne sauraient jamais, malgré leur importance provisoire, suppléer à l'accomplissement réel de cette sévère prescription philosophique : car, depuis Aristote, et même avant lui, la plupart des philosophes ont constamment reproduit le célèbre aphorisme de la subordination nécessaire des lois aux mœurs, sans que ce premier germe de la saine philosophie politique les ait toutefois nullement empêchés d'envisager habituellement, pendant vingt siècles, le système des institutions comme essentiellement indépendant de l'état simultané de la civilisation, quelque flagrante que dût être par sa nature une telle contradiction générale. Suivant le cours naturel de toutes choses humaines, les principes intellectuels et les opinions philosophiques, tout autant que les mœurs sociales et les institutions politiques, subsistent nécessairement, en général, malgré leur caducité constatée et leurs inconvénients reconnus, quand une fois ils ont pris réellement possession des esprits, en donnant lieu seulement à des inconséquences de plus en plus graves, jusqu'à ce que le développement fondamental de la raison humaine ait pu produire enfin de nouveaux principes, d'une généralité équivalente, et d'une rationalité supérieure : car, dans l'ordre intellectuel, non moins que dans l'ordre matériel, l'homme éprouve, par-dessus tout, l'indispensable besoin d'une suprême direction quelconque, susceptible de soutenir son activité continue en ralliant fixement ses efforts spontanés. Aussi, sans méconnaître nullement la valeur passagère des divers essais de philosophie politique que je viens d'indiquer, je ne dois point hésiter à les regarder franchement comme nonavenus aujourd'hui pour l'élaboration directe de l'esprit fondamental propre à la sociologie statique, où ils ne peuvent même aucunement servir désormais à concevoir rationnellement la haute participation nécessaire de l'ensemble du régime politique au consensus universel de l'organisme social.

Dans la suite entière de ce volume, l'application spontanée et continue d'une telle notion élémentaire sera plus efficace encore qu'aucune démonstration méthodique, pour dissiper complètement toute incertitude réelle sur cette indispensable solidarité entre le système des pouvoirs et des institutions politiques et l'état général de la civilisation correspondante. Mais, malgré cette lumineuse vérification décisive, on n'en doit pas moins attacher une extrême importance, pour la constitution définitive de la science sociale, à l'explication rationnelle et directe de cette grande co-relation, comme je devrais ultérieurement l'entreprendre, par exemple, dans le *Traité spécial de philosophie politique* que j'ai annoncé en commençant ce volume. Tous les moyens scientifiques devront être alors convenablement combinés pour l'établissement final d'une notion aussi fondamentale, sur laquelle repose principalement le véritable esprit de l'ensemble de la statique sociale, et qui, par sa nature, peut surtout dissiper, plus immédiatement qu'aucune autre théorie sociologique, le funeste caractère absolu de nos diverses écoles politiques. Or, le principe scientifique de cette relation générale consiste essentiellement dans l'évidente harmonie spontanée qui doit toujours tendre à régner entre l'ensemble et les parties du système social, dont les éléments ne sauraient éviter d'être finalement combinés entre eux d'une manière pleinement conforme à leur propre nature. Il est clair, en effet, que non seulement les institutions politiques proprement dites et les mœurs sociales d'une part, les mœurs et les idées de l'autre, doivent être sans cesse réciproquement solidaires ; mais, en outre, que tout cet ensemble se rattache constamment, par sa nature, à l'état correspondant du développement intégral de l'humanité, considérée dans tous ses divers modes quelconques d'activité, intellectuelle, morale et physique, dont aucun système politique, soit temporel, soit spirituel, ne saurait jamais avoir, en général, d'autre objet réel que de régulariser convenablement l'essor spontané, afin de le mieux diriger vers un plus parfait accomplissement de son but naturel préalablement déterminé. Même aux époques révolutionnaires proprement dites, quoi-

que toujours caractérisées par une insuffisante réalisation de cette harmonie fondamentale, elle continue néanmoins à être encore essentiellement appréciable, car elle ne pourrait totalement cesser que par l'entière dissolution de l'organisme social, dont elle constitue le principal attribut. En ces temps exceptionnels, et sauf les seules anomalies fortuites, qui ne sauraient laisser de traces profondes, on peut persister à regarder aussi le régime politique comme étant à la longue, de toute nécessité, radicalement conforme à l'état correspondant de la civilisation, puisque les lacunes ou les perturbations qui se manifestent alors dans l'un proviennent surtout, en réalité, de dérangements équivalents dans l'autre. L'immense révolution sociale au milieu de laquelle nous vivons ne fait elle-même que confirmer, d'une manière pleinement décisive cette inévitable loi sociologique, d'après les explications préliminaires de la quarante-sixième leçon, dont l'ensemble a nettement démontré, contrairement à l'opinion commune, que le déplorable état actuel du régime politique résulte principalement de notre situation intellectuelle et ensuite morale, à laquelle doit d'abord s'adresser toute solution vraiment rationnelle, sans que les orageux essais tentés ou à tenter, pour la régénération directe du système politique, soient réellement susceptibles d'aucune efficacité fondamentale.

A la vérité, la théorie vulgaire attribuée, en général, au législateur, la faculté permanente de rompre inopinément l'harmonie nécessaire que nous considérons, à la seule condition d'être préalablement armé d'une autorité suffisante ; ce qui, sans doute, équivaut essentiellement à une entière négation de cette solidarité continue. Mais il est aisé de reconnaître qu'une telle opinion, fondée, en apparence, sur de grands exemples, constitue directement un véritable cercle vicieux, résultant d'une pure illusion sur les sources générales du pouvoir politique, où l'on prend le symptôme pour le principe. Sans établir scientifiquement ici la théorie positive de l'autorité, il est évident que, d'après la nature même de l'état social, tout pouvoir quelconque y est nécessairement constitué par un assentiment correspondant, spontané ou réfléchi, explicite ou implicite, des diverses volontés individuelles, déterminées, suivant certaines convictions préalables, à concourir à une action commune, dont ce pouvoir est d'abord l'organe et devient ensuite le régulateur. Ainsi l'autorité dérive réellement du concours, et non le concours de l'autorité, sauf la réaction inévitable ; en sorte qu'aucun grand pouvoir ne saurait résulter que de dispositions fortement prépondérantes au sein de la société où il s'établit ; et, quand rien n'y prédomine hautement, les pouvoirs quelconques y sont, par suite, nécessairement faibles et languissants ; la correspondance étant d'ailleurs, dans tous les cas, d'autant plus irrésistible, qu'il s'agit d'une société plus étendue. La théorie ordinaire, en intervertissant radicalement cette relation générale, place évidemment notre intelligence dans cette étrange situation, symptôme habituel des conceptions métaphysiques, de ne pouvoir nullement comprendre quelles seraient les sources effectives de ces puissances politiques auxquelles on attribue ainsi une mystérieuse influence sociale, à moins de leur supposer directement une origine franchement surnaturelle, comme le fait, sans tant d'inconséquence, la politique théologique. D'un autre côté, aucun esprit juste ne saurait certes méconnaître la haute influence que, par une réaction nécessaire, l'ensemble du régime politique exerce, avec tant d'évidence, sur le système général de la civilisation, et que caractérise même si souvent l'action incontestable, heureuse ou funeste, des institutions, des mesures, ou des événements purement politiques, jusque sur la marche propre des sciences et des arts, à tous les âges de la société, et encore plus dans son enfance. Mais il serait entièrement superflu de s'arrêter ici à cet aspect de la question, puisqu'il n'est nullement contesté, tandis que l'erreur commune consiste, au contraire, à l'exagérer irrationnellement, au point de placer directement la réaction secondaire au-dessus de l'action principale. Il est clair d'ailleurs que, vu leur inévitable co-relation scientifique, l'une et l'autre concourent à faire pareillement ressortir ce consensus fondamental de l'organisme social, qu'il s'agissait ici de signaler sommairement comme le principe philosophique de la sociologie statique, et dont la notion ne présente plus aujourd'hui de difficultés vraiment graves qu'en ce qui concerne la correspondance générale entre le régime politique et l'état simultané de la civilisation. Du reste, j'aurai,

naturellement, plusieurs occasions importantes de revenir directement sur ce dernier sujet envisagé sous de nouveaux aspects rationnels et indépendamment encore de l'analyse historique, soit en considérant plus loin les limites nécessaires de l'action politique proprement dite, soit surtout dans la cinquantième leçon, spécialement consacrée à l'appréciation préliminaire de la statique sociale.

Sans attendre ces diverses explications, il était évidemment indispensable d'indiquer, dès ce moment, au lecteur, le point de vue essentiellement relatif sous lequel le système politique proprement dit sera toujours considéré dans cette première ébauche de la véritable science sociale. Un tel point de vue, substitué à la tendance absolue des théories ordinaires, constitue certainement le principal caractère scientifique de la positivité en philosophie politique, comme je l'ai montré au début de ce chapitre, et comme on le sentira, j'espère, d'autant mieux qu'on approfondira davantage ce sujet vraiment capital, où réside, à mon avis, le nœud élémentaire d'une telle difficulté philosophique. Nous n'aurons donc jamais à concevoir le régime politique que d'après sa relation continue, tantôt générale, tantôt spéciale, avec l'état correspondant de la civilisation humaine, isolément duquel il ne saurait, en aucun cas, être sainement jugé, et par l'impulsion graduelle, duquel il tend toujours à être spontanément produit ou modifié. Si, d'un côté, cette conception présente toute idée de bien ou de mal politique comme nécessairement relative et variable, sans être pour cela nullement arbitraire, puisque la relation est toujours rigoureusement déterminée, d'une autre part, elle devra fournir aussi la base rationnelle d'une théorie positive de l'ordre spontané des sociétés humaines, déjà vaguement entrevu, sous quelques rapports subalternes, par la politique métaphysique, dans ce qu'on nomme aujourd'hui l'économie politique, comme je l'ai assez indiqué au chapitre précédent. Car la valeur d'un système politique quelconque ne pouvant ainsi essentiellement consister que dans son exacte harmonie avec l'état social correspondant, nous voyons par là que, sous un autre aspect, il est certainement impossible que, suivant le seul cours naturel des événements, et sans aucune intervention calculée, une telle harmonie ne s'établisse point nécessairement.

Une semblable philosophie pourrait, sans doute, quelquefois conduire momentanément à un dangereux optimisme, comme j'en ai déjà franchement averti ; mais cette aberration passagère ne pourrait avoir lieu que chez des esprits peu scientifiques, qu'un défaut naturel de précision, aggravé par une vicieuse éducation intellectuelle, doit rendre radicalement impropres à cultiver, avec aucun succès réel, une science aussi profondément difficile. Toute intelligence convenablement organisée et rationnellement préparée, digne, en un mot, d'une telle destination, saura bien éviter scrupuleusement de jamais confondre, en ce genre de phénomènes, pas plus qu'en aucun autre, cette notion scientifique d'un ordre spontané avec l'apologie systématique de tout ordre existant. Envers des phénomènes quelconques, la philosophie positive, d'après son principe fondamental des conditions d'existence, enseigne toujours, comme je l'ai souvent expliqué dans les volumes précédents, que, dans leurs relations à l'homme, il s'établit spontanément, d'après leurs lois naturelles, un certain ordre nécessaire ; mais sans jamais prétendre que cet ordre ne présente point, sous cet aspect, de graves et nombreux inconvénients, modifiables, à un certain degré, par une sage intervention humaine. Plus les phénomènes se compliquent, en se spécialisant davantage, plus ces imperfections s'aggravent et se multiplient inévitablement ; en sorte que les phénomènes biologiques sont surtout inférieurs, à cet égard, aux phénomènes de la nature inorganique. En vertu de leur complication supérieure, les phénomènes sociaux doivent donc être nécessairement les plus subordonnés de tous, en même temps qu'ils en sont aussi les plus modifiables, ce qui est loin de faire compensation. Si donc on considère, en général, la notion des lois naturelles, elle entraîne aussitôt l'idée correspondante d'un certain ordre spontané, toujours liée à toute conception d'harmonie quelconque. Mais cette conséquence n'est pas plus absolue que le principe d'où elle dérive. En le complétant par l'indispensable considération de la complication croissante des phénomènes, suivant la hiérarchie scientifique fondamentale établie au début de ce Traité, on complète aussi la conception de

cet ordre, d'après l'accroissement simultané de son inévitable imperfection. Tel est, à cet égard, le véritable esprit caractéristique de la philosophie positive, sommairement rappelé ici dans son ensemble. On voit aisément combien il diffère profondément de cette tendance systématique à l'optimisme, dont l'origine est évidemment théologique, puisque l'hypothèse d'une direction providentielle, continuellement active dans la marche générale des événements, peut seule naturellement conduire à l'idée de la perfection nécessaire de leur accomplissement graduel. Il faut cependant reconnaître que, dans le développement fondamental de la raison humaine, la conception positive est primitivement dérivée du dogme théologique lui-même, dont elle constitue la régénération finale, comme pourrait le confirmer une exacte analyse historique : mais c'est essentiellement de la même manière que le principe des conditions d'existence découle originairement de l'hypothèse des causes finales, et que la notion philosophique des lois mathématiques était antérieurement issue du mysticisme métaphysique sur la puissance des nombres ; l'analogie est pleinement identique en tous ces cas divers. Elle tient toujours à cette tendance nécessaire de notre intelligence à conserver indéfiniment ses moyens généraux de raisonnement, à quelque âge qu'ils aient été découverts, en les appropriant ensuite graduellement à ses nouveaux modes d'activité, d'après certaines transformations convenables, qui conservent à ces précieuses inspirations primitives du génie humain toute leur valeur essentielle, en l'augmentant même radicalement par une indispensable épuration, comme je l'ai indiqué, il y a longtemps, dans l'écrit auquel j'ai déjà fait plusieurs allusions depuis le commencement de ce volume. Mais, en un cas quelconque, la moindre sagacité philosophique suffira pour faire aussitôt sentir les différences caractéristiques qui désormais séparent profondément le principe nouveau du dogme ancien. Au cas spécial que nous considérons ici, il est très clair que la philosophie positive, en indiquant la conformité spontanée de chaque régime politique effectif à la civilisation correspondante, afin que ce régime ait pu s'établir et surtout durer, enseigne aussi, d'une manière non moins nécessaire, que cet ordre naturel doit être le plus souvent fort imparfait, par suite de l'extrême complication des phénomènes. Bien loin donc de repousser, en ce genre, l'intervention humaine, une telle philosophie en provoque, au contraire, éminemment la sage et active application, à un plus haut degré que pour tous les autres phénomènes possibles, en représentant directement les phénomènes sociaux comme étant, par leur nature, à la fois les plus modifiables de tous, et ceux qui ont le plus besoin d'être utilement modifiés d'après les rationnelles indications de la science<sup>5</sup>. Elle se réserve seulement la direction intellectuelle de cette indispensable intervention, dont elle circonscrit d'abord les limites nécessaires, soit générales, soit spéciales : sans en exagérer l'efficacité réelle, elle n'en interdit jamais l'usage que dans les seuls cas où il ne pourrait certainement constituer qu'une inutile consommation de forces, suivant la même économie fondamentale qu'envers tous les autres phénomènes naturels, et surtout indépendamment de tout vain prestige quelconque, soit divin, soit humain. L'extrême nouveauté d'une semblable philosophie politique pourra bien faire que, de prime abord, on se méprenne assez sur son vrai caractère pour adresser à son esprit général les reproches qui lui sont le plus antipathiques. Il faut même craindre peut-être, je n'hésite pas à le déclarer franchement, par suite de notre faible nature, où la vie affective l'emporte tant sur la vie rationnelle, que lorsque cette philosophie commencera enfin à prendre quelque ascendant réel, elle ne soit systématiquement accusée de tiédeur sociale et d'indifférence politique, par ceux qui ont tant besoin, surtout aujourd'hui, de développer, à tout prix, une turbulente activité matérielle ; car les hommes de spéculation doivent rarement s'attendre à être convenablement appréciés par les hommes d'action. Sous le point de vue moral, la politique positive ne saurait jamais dignement répondre à de telles récriminations que par le seul aspect, suffisamment décisif, des résultats réels de son application journalière. Quant à la discussion philosophique, chacun peut aisé-

5. Sur ce point, cf. Herbert Marcuse. *Raison et révolution* (Ed. de Minuit).

ment juger, d'après les aperçus précédents, comment elle saura la soutenir. Pour faire nettement ressortir, sous ce point de vue, la frivole irrationalité de cette vaine accusation d'optimisme politique, il suffirait même de signaler l'inconséquence flagrante que présente inévitablement une telle accusation au sujet des phénomènes les plus complexes, tandis que personne n'oserait certes l'intenter aujourd'hui envers les phénomènes plus simples, que la philosophie positive représente, néanmoins, de toute nécessité, comme étant spontanément mieux réglés et moins modifiables. Et, cependant, il pourrait bien arriver que les mêmes esprits qui l'accuseront, en politique, de cet optimisme prétendu, lui adressassent simultanément, par une contradiction capitale, le reproche opposé de trop déprécier le gouvernement providentiel envers tout le reste de l'économie naturelle !

Deux motifs principaux devaient ici me faire spécialement insister sur cette notion élémentaire du consensus fondamental propre à l'organisme social : soit d'abord en vertu de l'extrême importance philosophique de cette idée mère de la statique sociale, qui doit, par sa nature, constituer la première base rationnelle de toute la nouvelle philosophie politique ; soit aussi, accessoirement, parce que les considérations de sociologie purement dynamique devant spontanément dominer dans tout le reste de ce volume, comme étant aujourd'hui plus directement intéressantes et par suite mieux comprises, il devenait d'autant plus nécessaire de caractériser préalablement l'esprit général de la sociologie statique, qui n'y pourra ensuite être presque jamais envisagée que d'une manière indirecte ou implicite. Embrassée dans toute son étendue, c'est-à-dire sans écarter cette co-relation essentielle, maintenant assez examinée, entre l'idée de société et l'idée de gouvernement, une telle conception positive de l'harmonie sociale fournit spontanément, comme je l'avais annoncé, par l'ensemble de son application concrète, le fondement scientifique d'une saine théorie élémentaire de l'ordre politique proprement dit, soit spirituel, soit même temporel. Car elle conduit directement à considérer toujours, à l'abri de tout arbitraire, l'ordre artificiel et volontaire comme un simple prolongement général de cet ordre naturel et involontaire vers lequel tendent nécessairement sans cesse, sous un rapport quelconque, les diverses sociétés humaines : en sorte que toute institution politique vraiment rationnelle, pour comporter une réelle et durable efficacité sociale, doit constamment reposer sur une exacte analyse préalable des tendances spontanées correspondantes, qui peuvent seules fournir à son autorité des racines suffisamment solides : en un mot, il s'agit essentiellement de contempler l'ordre, afin de le perfectionner convenablement, et nullement de le créer, ce qui serait impossible. Sous le point de vue scientifique, qui doit prévaloir en ce Traité, cette idée mère de l'universelle solidarité sociale devient ici l'inévitable suite et le complément indispensable d'une notion fondamentale établie, dans le volume précédent, comme éminemment propre à l'étude des corps vivants. En toute rigueur scientifique, cette notion du consensus n'est point, sans doute, strictement particulière à une telle étude, et se présente directement comme devant être, par sa nature, nécessairement commune à tous les phénomènes, mais avec d'immenses différences d'intensité et de variété, et, par suite, d'importance philosophique. On peut dire, en effet, que, partout où il y a système quelconque, il doit exister dès lors une certaine solidarité : l'astronomie elle-même, dans ses phénomènes purement mécaniques, nous en offre la première ébauche réelle, du moins en écartant l'idée d'univers, pour se réduire à la simple idée du monde, seule pleinement positive, comme je l'ai expliqué en son lieu ; car certains dérangements d'un astre peuvent ainsi retentir sensiblement quelquefois sur un autre, par voie de gravitation modifiée. Mais on doit, à ce sujet, reconnaître, en principe, que le consensus devient toujours d'autant plus intime et plus prononcé, qu'il s'applique à des phénomènes graduellement plus complexes et moins généraux : en sorte que, suivant ma hiérarchie scientifique élémentaire, l'étude des phénomènes chimiques forme, par sa nature, à ce titre comme à tout autre, une sorte d'intermédiaire fondamental entre la philosophie inorganique et la philosophie organique, ainsi que chacun peut aisément s'en convaincre. D'après ce principe, il reste néanmoins incontestable que, confor-

mément aux habitudes philosophiques prépondérantes, c'est surtout aux systèmes organiques, en vertu de leur plus grande complication, que conviendra toujours essentiellement la notion scientifique de solidarité et de consensus, malgré son universalité nécessaire. C'est seulement alors que cette notion, jusque-là purement accessoire, constitue directement la base indispensable de l'ensemble des conceptions positives ; et sa prépondérance y devient toujours aussi d'autant plus prononcée, qu'il s'agit d'organismes plus composés ou de phénomènes plus complexes et plus éminents. Ainsi, par exemple, le consensus animal est bien plus complet que le consensus végétal ; de même, il se développe évidemment à mesure que l'animalité s'élève jusqu'à son maximum dans la nature humaine ; enfin, chez l'homme, l'appareil nerveux devient, plus qu'aucun autre, le principal siège de la solidarité biologique. En poursuivant rationnellement cette marche philosophique, d'après l'ensemble fondamental de nos connaissances positives, cette grande notion devait donc, *a priori*, acquérir, dans l'étude générale de l'organisme social, une prépondérance scientifique encore supérieure à celle que tous les bons esprits lui attribuent maintenant sans hésitation en biologie, vu l'incontestable surcroît de complication propre à ce nouvel ordre de phénomènes. Or, l'esprit actuel de la philosophie politique faisant, au contraire, essentiellement abstraction continue de cette solidarité fondamentale entre tous les divers aspects sociaux, il importait, au plus haut degré, de résoudre directement une telle anomalie philosophique, comme je crois désormais y être convenablement parvenu, quoique par une explication sommaire, ultérieurement développable. Cette opération préliminaire était donc aussi indispensable à la coordination rationnelle de la physique sociale avec les autres sciences fondamentales, que nous l'avions déjà reconnu nécessaire à la propre institution générale de cette nouvelle science.

Appréciée maintenant quant à la méthode proprement dite, objet spécial de ce chapitre, cette conception élémentaire du consensus social a pour destination essentielle de déterminer immédiatement, avec une autorité et une spontanéité remarquables, l'un des principaux caractères de la méthode sociologique, celui de tous peut-être suivant lequel elle modifie le plus intimement, d'après la nature des phénomènes correspondants, l'ensemble de la méthode positive. En effet, puisque les phénomènes sociaux sont ainsi profondément connexes, leur étude réelle ne saurait donc être jamais rationnellement séparée<sup>(5)</sup>, d'où résulte l'obligation permanente, aussi irrécusable que directe, de considérer toujours simultanément les divers aspects sociaux, soit en statique sociale, soit, par suite, en dynamique. Chacun d'eux peut, sans doute, devenir isolément le sujet préliminaire d'observations propres, et il faut bien qu'il en soit ainsi à un certain degré, pour alimenter la science de matériaux convenables. Mais cette nécessité préalable ne s'applique même, en parfaite rigueur, qu'à la seule époque actuelle, où il s'agit de la première ébauche de la science, forcée d'employer d'abord, avec les précautions indispensables, les incohérentes observations qui ont dû résulter, à toute autre intention, des irrationnelles recherches antérieures. Quand la fondation de la science sera suffi-

5. En se donnant, sans la questionner, la connexité des phénomènes sociaux ainsi que l'intense degré de *consensus* qui *doit* y régner, la sociologie comtienne annonce sa propre mésaventure. Elle va résoudre, dès son principe, tout ce qui est précisément en question. Exemple : comment une sociologie du consensus peut-elle seulement *penser* le problème de la division capitaliste du travail ? D'où son irréductible opposition à toutes les sociologies du conflit. Comte, Marx : l'impossible dialogue. Pour revenir au problème de la division du travail, notons que Durkheim (*La division du travail social*, P.U.F.) en fait l'élément central du passage d'une communauté à *solidarité mécanique* vers une communauté à *solidarité organique*. Pour Comte — qui fonde toute sa philosophie politique sur l'unité organique et originelle de toute communauté — la division sociale du travail ne peut donc être interprétée que comme force dissolvante et centrifuge dont la seule contre-force est l'Etat. La division du travail et l'*esprit de détail* — son homologue dans le système du savoir — illustreront naturellement toutes les figures de la désagrégation. Voici, sous son expression méthodologique, le discours de l'ordre public.

samment avancée, la co-relation fondamentale des phénomènes servira, sans doute, de principal guide habituel dans leur exploration directe, comme je l'expliquerai spécialement ci-dessous<sup>7</sup>. En tout cas, abstraction faite ici du mode propre d'observation immédiate, il est incontestable que, d'après cette solidarité nécessaire qui caractérise un tel sujet, aucun phénomène social, préalablement exploré par un moyen quelconque, ne saurait être utilement introduit dans la science tant qu'il reste conçu d'une manière isolée : et cela non seulement sous le point de vue statique, où l'harmonie sociale est toujours directement considérée, mais aussi dans l'étude même du mouvement social, où le consensus, pour être moins immédiat, n'est pas, en réalité, moins prépondérant, ainsi que nous allons le reconnaître. Toute étude isolée des divers éléments sociaux est donc, par la nature de la science, profondément irrationnelle, et doit demeurer essentiellement stérile, à l'exemple de notre économie politique, fût-elle même mieux cultivée<sup>8</sup>. Ceux donc qui s'efforcent aujourd'hui de dépecer encore davantage le système des études sociales, par une aveugle imitation du morcellement méthodique propre aux sciences inorganiques, tombent donc involontairement dans cette aberration capitale d'envisager, comme un moyen essentiel de perfectionnement philosophique, une disposition intellectuelle radicalement antipathique aux conditions fondamentales d'un tel sujet<sup>9</sup>. Sans doute, la science sociale pourra être un jour rationnellement subdivisée avec utilité, à un certain degré : mais nous ne pouvons nullement savoir aujourd'hui en quoi consistera cette division ultérieure, puisque son vrai principe ne doit résulter que du développement graduel de la science, laquelle ne saurait certainement être fondée maintenant que d'après une étude d'ensemble ; j'ai déjà prouvé, ci-dessus, qu'il y aurait même un vrai danger philosophique à vouloir, dès ce moment, réaliser, à titre de décomposition permanente du travail, la distinction indispensable entre l'état statique et l'état dynamique, malgré son évidente rationalité et son usage continu. A un âge quelconque de cette science, les recherches partielles qui pourront lui devenir nécessaires ne sauraient être convenablement indiquées et conçues que d'après les progrès de l'étude intégrale, qui signaleront spontanément les points spéciaux dont l'éclaircissement propre peut réellement concourir au perfectionnement direct du sujet. Suivant toute autre marche, on n'obtiendrait essentiellement qu'un stérile encombrement d'irrationnelles discussions spéciales, mal instituées et plus mal poursuivies, bien plutôt destiné à entraver radicalement la formation de la vraie philosophie politique qu'à lui préparer d'utiles matériaux, comme on le voit de nos jours. Il est donc incontestable que des conceptions et des études d'ensemble peuvent seules convenablement concourir aujourd'hui à la fondation directe de la sociologie positive, soit statique, soit dynamique ; et que les travaux y doivent ensuite descendre graduellement à une spécialité croissante, en considérant toujours l'étude des éléments comme essentiellement dominée par celle du système, dont la notion générale de plus en plus nette devra continuellement fournir le principal éclaircissement de chaque aspect partiel, sauf d'inévitables réactions secondaires. On ne saurait nier que l'impérieuse obligation philosophique de suivre une telle marche, en vertu de la solidarité caractéristique de tous les phénomènes sociaux, n'augmente gravement les difficultés fondamentales que l'extrême complication du sujet doit déjà tant apporter à la culture rationnelle de cette nouvelle science naturelle, en y exigeant habituellement une contention intellectuelle plus intense et plus soutenue, pour ne laisser fuir ou s'effacer aucun des nombreux aspects simultanés qu'il y faudra nécessairement embrasser

7. A mesure qu'une science est assurée de ses bases positives, la pédagogie comtienne tend à substituer l'*exposition dogmatique* (systématique) à l'*exposition historique*. La science sociale est de ce point de vue l'inverse des mathématiques.

8. Cf. quarante-septième leçon, note 9.

9. Rappelons que, dans l'hémisphère organique de la classification générale des sciences, le positivisme comtien accomplit le renversement méthodique qui le conduit à privilégier la synthèse sur l'analyse.

toujours. Mais cette condition est si évidemment prescrite par l'esprit de la science, qu'on n'y saurait voir qu'un puissant motif de plus de réserver exclusivement cette étude vraiment transcendante aux plus hautes intelligences scientifiques, mieux préparées que toutes les autres, par une sage et forte éducation, à supporter la continuité des plus grands efforts spéculatifs, et s'appliquant même sans relâche, plus scrupuleusement qu'en aucun cas, à seconder habituellement leur essor rationnel par une plus parfaite subordination des passions à la raison. Chacun peut aisément juger ainsi combien, à tous égards, les dispositions, soit intellectuelles, soit morales, qui prédominent aujourd'hui, et qui sont même quelquefois systématiquement préconisées, se trouvent radicalement contraires à l'accomplissement réel de la grande opération philosophique maintenant destinée à servir de base indispensable à la réorganisation sociale des peuples modernes ; en sorte qu'il semblerait que plus le but est difficile à atteindre, moins on s'y prépare dignement. Il n'est point douteux qu'une aussi déplorable discordance entre les moyens et la fin ne doive contribuer beaucoup, quoique d'une manière indirecte, à la prolongation spontanée de la perturbation sociale, dont le vrai principe est essentiellement intellectuel, comme je crois l'avoir déjà presque surabondamment démontré.

Pour mieux apprécier cet important caractère d'ensemble propre à la méthode sociologique, il faut regarder scientifiquement une telle condition comme n'appartenant pas d'une manière exclusive à la physique sociale, où elle atteint seulement sa plus entière prépondérance, mais comme étant, à un degré quelconque, nécessairement commune à toutes les diverses parties de l'étude générale des corps vivants, qui se distingue ainsi profondément, sous l'aspect purement logique, de toute la philosophie inorganique. Un aphorisme essentiellement empirique, converti mal à propos, par les métaphysiciens modernes, en dogme logique absolu et indéfini, prescrit, en tout sujet possible, de procéder constamment du simple au composé : mais il n'y en a pas, au fond, d'autre raison solide, si ce n'est qu'une telle marche convient, en effet, à la nature des sciences inorganiques, qui, par leur développement plus simple et plus rapide, et par leur perfection supérieure, devaient inévitablement servir jusqu'ici de type essentiel aux préceptes de la logique universelle. Toutefois, on ne saurait, en réalité, concevoir, à cet égard, de nécessité logique vraiment commune à toutes les spéculations possibles que cette évidente obligation d'aller toujours du connu à l'inconnu, à laquelle, certes, il serait difficile de se soustraire, et qui, par elle-même, n'impose directement aucune préférence constante. Mais il est clair que cette règle spontanée prescrit aussi bien de procéder du composé au simple que du simple au composé, suivant que, d'après la nature du sujet, l'un est mieux connu et plus immédiatement accessible que l'autre. Or il existe nécessairement, sous ce point de vue, une différence fondamentale, qui ne saurait être éludée, entre l'ensemble de la philosophie inorganique et celui de la philosophie organique. Car, dans la première, où la solidarité, suivant nos explications précédentes, est très peu prononcée, et doit affecter faiblement l'étude du sujet, il s'agit d'explorer un système dont les éléments sont presque toujours bien plus connus que l'ensemble, et même d'ordinaire seuls directement appréciables, ce qui exige, en effet, qu'on y procède habituellement du cas le moins composé au plus composé. Mais, dans la seconde, au contraire, dont l'homme ou la société constitue l'objet principal, la marche opposée devient, le plus souvent, la seule vraiment rationnelle, par une autre suite nécessaire du même principe logique, puisque l'ensemble du sujet est certainement alors beaucoup mieux connu et plus immédiatement abordable que les diverses parties qu'on y distinguera ultérieurement. En étudiant le monde extérieur, c'est surtout l'ensemble qui nous échappe inévitablement, et qui nous demeurera toujours profondément inintelligible, comme je l'ai montré, principalement au second volume de ce Traité, où nous avons reconnu que l'idée d'univers ne saurait, par sa nature, jamais devenir vraiment positive, la notion du système solaire étant la plus complexe que nous puissions nettement concevoir. Au contraire, en philosophie biologique, ce sont les détails qui restent nécessairement inaccessibles, quand on veut y trop spécialiser l'étude : et on le vérifie clairement en observant que, dans cette seconde moitié de la philosophie naturelle, les êtres

sont, en général, d'autant moins inconnus qu'ils sont plus complexes et plus élevés ; en sorte que, par exemple, l'idée générale d'animal est certainement plus nette aujourd'hui que l'idée moins composée de végétal, et le devient toujours davantage à mesure qu'on se rapproche de l'homme, principale unité biologique, dont la notion, quoique la plus composée de toutes, constitue toujours le point de départ nécessaire d'un tel ensemble de spéculations. Ainsi, en comparant convenablement ces deux grandes moitiés de la philosophie naturelle, on voit certainement que, par les conditions fondamentales du sujet, c'est, dans un cas, le dernier degré de composition, et, dans l'autre, le dernier degré de simplicité, dont l'examen réel nous reste inévitablement interdit : ce qui motive pleinement, sans doute, l'inversion générale, propre à chacune d'elles, de la marche rationnelle qui convient à l'autre. La sociologie n'est donc point la seule science où la nécessité de procéder habituellement de l'ensemble aux parties devienne prépondérante ; la biologie elle-même a dû nous présenter déjà, par des motifs essentiellement analogues, et de la manière la moins équivoque, un tel caractère philosophique. Peut-être même la philosophie biologique proprement dite, trop récemment constituée, et sous l'influence trop prononcée d'une imitation empirique des sciences antérieures, n'a-t-elle point encore, à cet égard, complètement manifesté son véritable esprit : je suis du moins très disposé à le penser, et à prévoir que, dans la suite, à mesure que son originalité rationnelle s'établira davantage, cette marche prépondérante du plus composé au moins composé y deviendra plus directe et plus tranchée qu'on ne l'y voit aujourd'hui. Toutefois, il est évident que, par la nature de ses phénomènes, la physique sociale devait nécessairement présenter, comme nous l'avons déjà spécialement établi, le plus entier et le plus incontestable développement de cette grande modification logique, sans altérer néanmoins l'invariable unité de la méthode positive fondamentale. En effet, l'intime solidarité du sujet devient ici tellement supérieure à ce qu'offrirait la simple biologie que toute étude isolée d'aucun aspect partiel doit être immédiatement jugée comme profondément irrationnelle et radicalement stérile, pouvant tout au plus servir, à titre d'élaboration préalable, pour l'acquisition préliminaire des divers matériaux scientifiques, et sous la réserve même, alors, d'une indispensable révision finale. Au reste, pour prévenir, autant que possible, d'oiseuses et puériles discussions, aujourd'hui trop imminentes, il n'est pas inutile de rappeler ici, en terminant une telle explication, que la philosophie positive, subordonnant toujours l'idéalité à la réalité, ne saurait jamais admettre ces vaines controverses logiques, qu'engendre seule spontanément la philosophie métaphysique, sur la valeur absolue de telle ou telle méthode, abstraction faite de toute application scientifique : les préférences, toujours purement relatives, qu'elle accorde à cet égard, ne pouvant, en aucun cas, résulter que d'une meilleure harmonie constatée entre les moyens et la fin, elles changeraient aussitôt d'objet, sans aucune vicieuse obstination et sans la moindre inconséquence philosophique, si l'exercice effectif venait à dévoiler ultérieurement l'infériorité de la méthode d'abord adoptée ; ce qui certainement n'est point à craindre dans la question que nous venons d'examiner.

Cette exposition préliminaire ayant désormais suffisamment caractérisé l'esprit fondamental propre à la sociologie statique, il nous reste maintenant, afin d'avoir préalablement déterminé le véritable esprit général de la nouvelle philosophie politique, à considérer aussi, d'une manière directe mais sommaire, la conception philosophique qui doit présider à l'étude dynamique des sociétés humaines, laquelle constitue immédiatement le principal objet de notre travail explicite. Outre que ce second sujet est, d'ordinaire, moins imparfaitement apprécié et plus familier, des développements moins étendus pourront ici suffire, surtout par suite des explications précédentes, qui, d'avance, y auront beaucoup simplifié les plus grandes difficultés, d'après l'intime liaison qui, en un tel sujet, doit rationnellement exister entre la théorie de l'existence et celle du mouvement, ou, sous le point de vue purement politique, entre les lois de l'ordre et celle du progrès. Il faut d'ailleurs noter, accessoirement, que la prépondérance spontanée de la sociologie dynamique dans la suite entière de ce volume nous autorise, en ce moment, à réduire autant que possible une appréciation générale dont l'imperfection primitive,